

vention l'intervention ! Les harangueurs de clubs appellent la guerre à tout prix, la guerre quand même. Peu leur importe à ces hommes exaltés une conflagration générale et les conséquences terribles qu'elle pourrait avoir pour l'indépendance de l'Italie, au nom de laquelle ils parlent.

Les Italiens qui appellent l'intervention armée de la France sont ou bien téméraires, ou bien ignorants. Ne songent-ils pas tout d'abord à une chose ruineuse pour leur pays, déjà épuisé dans ses ressources par le fléau d'une longue guerre ? Ne savent-ils pas que la France leur fera solder les frais de l'intervention armée qu'ils lui demandent ? La France n'est plus assez riche pour payer sa gloire. Ne savent-ils pas, enfin, qu'appeler des étrangers pour s'affranchir d'autres étrangers, c'est quelquefois passer d'une domination sous une autre ? Que les Italiens y réfléchissent donc, que les hommes qui se proclament si haut des patriotes par excellence arment une bonne fois leurs cœurs et leurs bras de toute l'énergie de leurs discours. *Italia fara da se*, a dit Charles-Albert ; se serait-il trompé ? aurait-il trop compté sur la valeur et sur l'union des Italiens ? Le passé le ferait craindre, et ce serait une grande honte en même temps qu'un grand malheur pour l'Italie, et ces craintes pouvaient se réaliser.

Maintenant, si des intérêts et de la gloire de l'Italie, nous passons à des considérations de politique nationale, nous nous demanderons si en présence des dissentiments sérieux qui existent en Italie sur la question même de notre intervention, nous devons jeter nos bataillons au milieu d'un peuple dont la moitié serait pour nous des alliés douteux, et l'autre moitié peut-être des ennemis déclarés ? Non ; nous avons la conviction, que ce serait plus qu'une faute, mais un malheur qui entraînerait l'Europe dans une conflagration générale. Et nous n'aurions point cette conviction qu'elle devrait naître de cette nouvelle entente cordiale avec laquelle les démocrates exaltés de tous les pays poussent à la guerre étrangère.

— On lit dans le supplément de la *Gazette de Florence*, du 27 :

« Les dispositions du Pape, tant pour obtenir de la médiation de la France et de l'Angleterre une paix désirable, fondée sur l'indépendance de la nationalité, que pour réunir les Etats italiens dans une ligne politique de nature à préparer la fédération nationale, sont très-favorables. Les instances incessantes du gouvernement toscan seront aidées par l'autorité du Pape. Il est à espérer que l'on arrivera à cette fin, qui est l'objet des vœux de tous les Italiens. »

— Les nouvelles de Naples sont assez insignifiantes. La flotte napolitaine demeure toujours inactive dans le port. On ne parle plus du tout de l'expédition de Sicile. On est généralement persuadé que la Sicile reviendra d'elle-même à un accommodement pacifique avec le gouvernement de Naples.

Quant au parlement sicilien, il poursuit ses travaux sans paraître s'occuper de l'incertitude de sa situation nouvelle, depuis le refus de la couronne par le duc de Gênes. Cette assemblée vient de voter une loi d'organisation des gardes nationales, de l'institution de capitaines justiciers qui seront chargés de la sûreté publique dans chaque commune. — (*Idem.*)

#### DERNIÈRES NOUVELLES.

Paris 7 septembre 1849.

Le bruit court que Venise a été bombardée par une flotte autrichienne, composée de douze bâtiments. Nous rapportons cette nouvelle sans la garantir. La *Gazette de Madrid* publie une ordonnance royale qui appelle sous les drapeaux 25,000 hommes. — Si l'on en croit une correspondance de Franckfort de fraîche date, la question italienne serait en meilleur voie d'arrangement qu'on ne le pense. Il paraît que, dans l'intérêt de la paix européenne, le général Cavaignac aurait demandé la prolongation de l'armistice de 45 jours qui a terminé les victoires du maréchal Radetzky.

— La lettre suivante est publiée par le *Times* :

A M. l'éditeur du *Times*.

« Monsieur, seriez-vous assez bon pour insérer la note ci-incluse ? Je vous en serai reconnaissant.

« Agrérez, monsieur, je vous prie, l'assurance de mes sentiments dévoués.

« Londres, 2 septembre.

LOUIS BLANC. »

« Plusieurs personnes qui partagent en Angleterre les opinions de M. Louis Blanc paraissant disposées à lui donner un témoignage public de sympathie, M. Louis Blanc les prie de recevoir l'expression de sa profonde gratitude ; mais, en même temps, il croit devoir leur faire connaître son intention d'éviter tout ce qui serait de nature à porter ombrage au gouvernement anglais.

« C'est dans le calme de l'étude et le silence de la retraite que M. Louis Blanc a résolu d'attendre que des jours meilleurs se lèvent pour son pays, et il serait désolé que l'appel fait par lui à l'hospitalité anglaise devint une cause, même passagère, d'agitation. » — [Cette note et la lettre qui la précède sont publiées en français par le *Times*.]

C'est là tout au moins de la part de M. Louis Blanc une noble manière de faire élection de domicile à Londres.

#### Chronique Religieuse.

— On lit dans le *Morning-Post* du 4 septembre :

« Une très-belle église catholique romaine vient d'être construite à Thurnam, grâce à la pieuse munificence d'Elisabeth Balton. Elle est dédiée, à St. Thomas et à sainte Elisabeth. La consécration a eu lieu mardi dernier avec beaucoup de solennité, suivant le rite romain. Le très-révéré docteur Briggs y assistait avec un très-grand nombre de membres du clergé des environs Miss Balton et toutes les familles catholiques romaines de l'endroit assistaient à la cérémonie. »

— Le 9 de ce mois doit s'ouvrir à Paris une assemblée générale des églises réformées de France. Chacune des 92 circonscriptions consistoriales de France et d'Algérie, ainsi que les deux facultés de théologie de Montaudan et de Strasbourg y enverra un représentant. Déjà plusieurs des pasteurs les plus distingués des églises de Nîmes, de Montpellier, de Lyon, de Bordeaux, etc., sont attendus à Paris. Les protestants de la capitale ont confié leur mandat à M. le pasteur Athanase Coquerel.

— M. Frazey, curé de la paroisse de Saint-Nicolas des Champs, nous adresse la lettre suivante :

« Monsieur le rédacteur, par des bruits odieux partis, on ne sait d'où, on a tenté d'égarer l'opinion publique sur les sentiments du clergé de la capitale, à l'égard de Mgr Sibour, archevêque nommé de Paris. Déjà le vénérable chapitre de la métropole a manifesté son indignation et noblement protesté ; avec lui, tous les hommes sensés ont fait justice de ces basses menées : elles deviennent pour MM. les curés de Paris, dont j'ai l'honneur d'être le doyen et l'organe, l'occasion de déclarer qu'ils ont d'abord vivement désiré, et ensuite accueilli avec bonheur la nomination de cet illustre et savant prélat ; ils regardent ce choix comme un bienfait de la Providence, et hâtent de leurs vœux le jour où le nouvel archevêque de Paris arrivera au milieu d'eux.

« Je vous prie, M. le rédacteur, d'insérer cette lettre dans votre prochain numéro.

« Je suis, etc.

« FRAZEY, curé de Saint-Nicolas des Champs, doyen de MM. les curés, chanoine, commandeur de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de la légion-d'honneur. »

— Quelques journaux annoncent que la nomination de Mgr Sibour à l'archevêché de Paris rencontre de l'opposition de la part du chapitre. Nous sommes en mesure d'affirmer que cette nouvelle est dénuée de fondement.

Nous savions bien que le Rédacteur de l'*Aurore des Canadas* était le défenseur de deux des membres de la dernière administration, mais nous n'avions jamais pensé que notre confrère se ferait le champion de cette administration, entière dans toutes les phases qu'elle a parcourues. A notre grande surprise, à nous aussi, l'*Aurore des Canadas*, vient nous sommer : — 1o. de prouver que la dernière administration a dilapidé effrontément les deniers publics ; 2o. que ses amis les plus chauds